

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/WPPS/M/4

2 avril 1996

(96-1199)

Groupe de travail des services professionnels

RAPPORT DE LA REUNION TENUE LE 18 MARS 1996

Note du Secrétariat

1. Le Groupe de travail des services professionnels a tenu sa quatrième réunion le 18 mars 1996. L'ordre du jour de la réunion figurait dans l'aérogramme WTO/AIR/275/Add.1.

2. Le premier point à traiter concernait les questions qu'il avait été proposé d'examiner plus à fond et dont la liste figurait dans la note informelle du Secrétariat du 24 janvier 1996 et avait été jointe en annexe au rapport de la dernière réunion (S/WPPS/M/3). La Présidente a rappelé que les délégations avaient été invitées à présenter des documents sur la manière dont les questions pourraient être traitées et sur les disciplines multilatérales qui pourraient être élaborées, comme le prévoit le mandat du Groupe de travail. A cet égard, un certain nombre de documents informels avaient été communiqués et distribués, notamment deux documents du Canada intitulés *North American Free Trade Agreement: Annex on Professional Services* (Accord nord-américain de libre-échange: Annexe sur les services professionnels) et *Mutual recognition of registered/licensed engineers by jurisdictions of Canada, the United States of America and the United Mexican States to facilitate mobility in accordance with the North American Free Trade Agreement* (Reconnaissance mutuelle des ingénieurs enregistrés/agrérés par des autorités du Canada, des Etats-Unis d'Amérique et des Etats-Unis du Mexique afin de faciliter la mobilité conformément à l'Accord nord-américain de libre-échange); un document de travail des Communautés européennes et de leurs Etats membres intitulé *Comments for discussion on accountancy in the Working Party on Professional Services* (Observations en vue d'un débat sur les services comptables au sein du Groupe de travail des services professionnels); un document des Etats-Unis intitulé *Multilateral guidelines for mutual recognition agreements on professional services* (Lignes directrices multilatérales pour les accords de reconnaissance mutuelle sur les services professionnels); et deux documents de l'Australie intitulés *Competency-based assessment* (Evaluation fondée sur la compétence) et *Priority list of issues* (Liste de questions prioritaires), le dernier document classant par ordre d'importance les questions qu'il était proposé d'examiner.

3. Toutes les communications et un certain nombre d'observations formulées ultérieurement par les délégations qui n'avaient pas présenté de documents traitaient essentiellement, d'une manière ou d'une autre, de la question de l'élaboration de lignes directrices pour la reconnaissance mutuelle. L'Annexe de l'ALENA sur les services professionnels présentée par le Canada donnait un exemple d'un modèle existant de lignes directrices pour la reconnaissance mutuelle qui avaient été jugées utiles par plusieurs utilisateurs canadiens du secteur privé. De même, le second document canadien était l'Accord de reconnaissance mutuelle récemment conclu dans le cadre de l'Annexe de l'ALENA sur les services professionnels entre des associations nationales d'ingénieurs du Canada, des Etats-Unis et du Mexique. Le document des Etats-Unis s'appuyait sur la disposition de l'article VII de l'AGCS relative à la reconnaissance et donnait un aperçu de la manière dont des lignes directrices multilatérales pourraient être élaborées afin d'assurer que la négociation d'accords de reconnaissance mutuelle soit compatible avec les principes énoncés dans l'AGCS. Outre les observations qu'il présentait sur toutes les questions figurant sur la liste, il était estimé dans le document des CE que bien des travaux utiles pourraient être effectués en vue d'élaborer des lignes directrices pour la reconnaissance, et il y était

proposé que le Groupe de travail définisse un cadre qui puisse servir de modèle lorsque les Membres décideraient de conclure un accord de reconnaissance mutuelle. Enfin, le document de l'Australie sur l'évaluation fondée sur la compétence en matière de services comptables - qui énonçait pour l'essentiel des critères de qualité très précis au regard desquels la compétence pouvait être évaluée - exposait une manière différente d'aborder la question de la reconnaissance mutuelle. Il a été dit qu'il était nécessaire de faire en sorte que les lignes directrices pour la reconnaissance mutuelle soient ouvertes et souples afin de ménager la possibilité de disposer d'une large gamme d'arrangements de reconnaissance mutuelle qui pourraient être conclus entre les Membres de l'OMC.

4. Les autres observations formulées par les délégations soulignaient la nécessité d'examiner les questions suivantes et d'en débattre: les prescriptions en matière d'agrément pouvaient-elles se limiter à certaines activités exercées par les professionnels comptables au lieu d'être générales; comment évaluer la raison d'être d'un point de vue réglementaire de certaines mesures (par exemple, les prescriptions relatives à l'établissement d'associations professionnelles ou à l'adhésion à ces associations) et comment examiner d'autres moyens causant moins de distorsions qui permettent d'atteindre des objectifs justifiables en matière de réglementation; la nécessité de prendre en compte comme il convient les différents systèmes réglementaires nationaux applicables aux services comptables dans le cadre des débats sur la libéralisation du commerce dans ce secteur; la nécessité de mettre l'accent sur les qualifications des professionnels comptables et les mesures les affectant; le rôle joué par les associations professionnelles et les effets potentiels sur le commerce et la concurrence; comment mettre en application l'idée d'un système d'agrément international des professionnels comptables qui pourrait être mis en place avec l'aide d'organismes tels que l'IFAC afin d'encourager les professionnels à fournir des services dans des pays qui se trouvent à des stades de développement différents; la nécessité d'examiner les réglementations régissant l'établissement d'une présence commerciale, y compris les restrictions en matière de contrôle, de propriété et d'investissement, les limitations concernant la forme d'entité juridique, les limitations concernant le champ des activités et l'utilisation du nom de la société.

5. S'agissant de la note du Secrétariat intitulée Renseignements de caractère général concernant l'Accord sur les obstacles techniques au commerce et l'Accord sur les procédures de licences d'importation (reproduite dans le document S/WPPS/W/6), des délégations ont estimé qu'il y avait dans les deux accords des éléments qui pourraient préciser et clarifier ce qui existait actuellement dans le cadre de l'AGCS et qui appelaient des travaux exploratoires plus approfondis. Les deux accords contenaient un certain nombre de dispositions relatives au commerce des marchandises qui présentaient un intérêt d'un point de vue théorique pour l'examen de la question de l'élaboration de disciplines applicables à la réglementation intérieure dans le domaine des services et, de l'avis d'une délégation, il fallait, à cet égard, étudier soigneusement les spécificités du secteur des services comptables.

6. En ce qui concerne le projet de questionnaire sur les services comptables qui avait été distribué à tous les participants le 16 février 1996, la Présidente a rappelé aux délégations qu'à la dernière réunion du Groupe de travail il avait été convenu que le Secrétariat établirait un questionnaire, auquel il serait répondu de manière facultative, portant essentiellement sur les aspects spécifiques de la réglementation intérieure affectant le secteur des services comptables principalement dans les pays non membres de l'OCDE. Depuis que ce questionnaire avait été distribué, la Présidente avait tenu des consultations informelles qui avaient abouti à un certain nombre de modifications proposées par les délégations. Toutes les modifications proposées ainsi que les nouvelles suggestions formulées à la réunion ont été examinées, ce qui a permis par la suite de mettre définitivement au point le questionnaire et de le distribuer à tous les participants.

7. Quant à la question de savoir comment les pays devraient répondre au questionnaire, la Présidente a proposé que les pays qui n'avaient pris part à aucune enquête précédente soient invités à répondre au questionnaire dans son intégralité, et que ceux qui avaient participé à d'autres enquêtes (OCDE, IFAC et CNUCED) soient invités à répondre seulement aux questions qui n'avaient pas été abordées

dans les enquêtes précédentes. A cet égard, elle a fait observer qu'il serait utile que les gouvernements examinent les réponses qui avaient été apportées aux questions dans le cadre des enquêtes précédentes par les professionnels nationaux ou leur pays et vérifient que les renseignements étaient pertinents et complets. Cela éviterait au Secrétariat de reprendre des réponses incomplètes lorsqu'il rassemblerait les réponses fournies par pays à la fin du processus. Il a été convenu que les pays participants auraient jusqu'au 21 juin 1996 pour répondre au questionnaire, afin que les renseignements contenus dans les réponses puissent être traités et distribués avant la prochaine réunion du Groupe de travail.

8. Enfin, la Présidente a suggéré, et les participants sont convenus, que le Groupe de travail tienne une réunion supplémentaire avant la pause d'été, dont la date a été ultérieurement fixée d'un commun accord au 12 juillet, et une autre réunion à l'automne, le 17 octobre, afin d'établir un rapport sur l'état d'avancement des travaux qu'il présenterait au Conseil du commerce des services avant la réunion ministérielle de Singapour. Il a été suggéré que la réunion de juillet porte essentiellement sur deux ou trois des questions qui avaient été recensées et prévoient également la présentation d'exposés, peut-être le 11 juillet, par le Comité international des normes comptables et l'Organisation internationale des Commissions de valeurs, afin d'expliquer le rôle que les normes comptables internationales pouvaient jouer pour favoriser le commerce international des services et faciliter les émissions de titres au niveau international. En ce qui concerne la participation à la prochaine réunion des organisations ayant le statut d'observateur, il a été convenu que l'ONU, la CNUCED, le FMI et la Banque mondiale seraient invités en tant qu'observateurs dans le cadre actuel des procédures *ad hoc* qui étaient utilisées par le Conseil général et ses organes subsidiaires. Aucune question n'ayant été soulevée au titre des "Autres questions", la réunion a pris fin.